

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté préfectoral DRE n°2013-222, du 12 décembre 2013, mettant en demeure, dans un délai de 2 mois, la société HISPANO SUIZA sise 18, boulevard Louis Seguin, à Colombes, représentée par Monsieur Thierry MERCIER de respecter l'article 9.1.9 de mon arrêté préfectoral n° 2012-193 du 30 décembre 2012 portant sur l'actualisation des prescriptions préfectoral d'autorisation n° 97-124bis du 29 mai 1997.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.511-1, L.514-5, L.171-6, L.171-8, L.512-8 et R.512-54,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-193 du 30 octobre 2012 imposant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-124 bis du 29 mai 1997 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2010 relatif à la modification des valeurs limites d'émission (VLE),

**Vu** le décret du 9 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Christian POUGET, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle II),

**Vu** le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

**Vu** l'arrêté MCI n° 2013-76 du 11 novembre 2013 portant délégation de signature à Monsieur Christian POUGET, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** le rapport en date 4 novembre 2013 de Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France (DRIEE) qui a constaté, lors de la visite du 20 septembre 2013, que la société HISPANO SUIZA, représentée par Monsieur Thierry MERCIER, n'avait pas réalisé le contrôle périodique de ses installations par un organisme agréé, en méconnaissance de l'article 9.1.9 de mon arrêté préfectoral du 30 octobre 2010 précité,

**Vu** la lettre du 4 novembre 2013 par laquelle l'inspecteur de l'environnement a informé la société HISPANO SUIZA, qu'il allait proposer au Préfet de la mettre en demeure de respecter les conditions d'exploitation ci-dessus mentionnées, et qu'elle avait 15 jours pour formuler auprès du Préfet, le cas échéant, des observations, en application de l'article L.171-8 du code l'environnement,

**Vu** l'absence d'observations formulées,

**Considérant** que la société HISPANO SUIZA n'a pas réalisé le contrôle périodique de sa tour aéroréfrigérante par un organisme agréé, en méconnaissance de l'article 9.1.9 de mon arrêté préfectoral du 30 octobre 2012, précité,

**Considérant** que la société HISPANO SUIZA a été informée qu'un arrêté de mise en demeure allait être pris à son encontre, qu'elle avait 15 jours pour formuler, le cas échéant, des observations, conformément aux dispositions de l'article L.512-8 du code l'environnement,

**Considérant** que l'exploitant n'a formulé aucune observation,

**Considérant** qu'il convient d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, *906 220 8 1*

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La société HISPANO SUIZA sise 18, boulevard Louis Seguin, représentée par Monsieur Thierry MERCIER, est mise en demeure, dans un délai de 2 mois, de réaliser le contrôle périodique de sa tour aéroréfrigérante par un organisme agréé, en application de l'article 9.1.9 de mon arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 qui imposé à la dite société l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1997 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2010,

**Article 2**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 - Délais et voies de recours****Recours contentieux :**

En application de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les commune intéressées ou leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

**Article 4**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Colombes et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de Colombes, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

**Article 5**


Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Colombes, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le

12 DEC. 2013

Le Préfet,  
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général

  
Christian POUGET